



Département de la
Seine-Maritime

D.2016.12/23

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 15/12/2016

Publication : 15/12/2016

Le Maire,
Daniel Fidelin



Arrondissement du
HAVRE

Extrait du Registre des délibérations
Conseil Municipal du 12 décembre 2016

Nombre de Conseillers d'après la Loi	33
Nombre de Conseillers en exercice	33
Nombre de Conseillers présents	27
Nombre de Pouvoirs	5
Nombre de Votants	32

Extrait de la délibération affiché le **14 décembre 2016**.

L'an deux mille seize, le **12 décembre** à **dix-huit heures trente** par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du **5 décembre**, le Conseil Municipal s'est réuni dans la Salle des Délibérations, sous la présidence de Monsieur **Daniel FIDELIN**, Maire.

Etaient présents

Daniel **FIDELIN**, Laurent **GILLE**, Nicole **LANGLOIS**, Dominique **THINNES**, Monsieur **LARDANS**, Jean-Luc **GONFROY**, Gilbert **FOURNIER**, Virginie **LAMBERT**, Emmanuel **DELINEAU**, Monsieur **DELAHAYS**, Franck **DORAY**, Patricia **DUVAL**, Pascal **LEFEBVRE**, Marie-Christine **BASSET**, Frédéric **PATROIS**, Marie-Paule **DESHAYES**, Sophie **CAPELLE**, Karine **LOUISET**, Estelle **FERRON**, Juliette **LOZACH**, Fabienne **MALANDAIN**, Martine **LESAUVAGE**, Nada **AFIOUNI**, Jérôme **DUBOST**, Gilles **BELLIÈRE**, Aurélien **LECACHEUR**, Gilles **LEBRETON**.

Excusés ayant donné pouvoir

Corinne **LEVILLAIN** donne pouvoir à Daniel **FIDELIN**
Valérie **LEDOUX** donne pouvoir à Gérard **DELAHAYS**
Alexandre **MORA** donne pouvoir à Virginie **LAMBERT**
Jean-Pierre **QUEMION** donne pouvoir à Gilbert **FOURNIER**
Nordine **HASSINI** donne pouvoir à Jérôme **DUBOST**

Absente excusée

Stéphanie **ONFROY**

Secrétaire de séance

Karine **LOUISET** est désignée Secrétaire de séance

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du Lundi 12 décembre 2016

2016.12/23

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE – DEROGATION MUNICIPALE AU PRINCIPE DE REPOS DOMINICAL DES SALARIES – ANNEE 2017 - AVIS

M. Daniel FIDELIN, Maire.- Le principe des dérogations municipales au repos dominical a été établi pour permettre aux branches commerciales concernées d'exercer leur activité exceptionnellement les dimanches de forte activité commerciales. Le code du travail donne ainsi compétence au maire pour accorder, par arrêté municipal avant le 31 décembre de l'année antérieure, aux établissements commerciaux de vente au détail, où le repos à lieu normalement le dimanche, jusqu'à 12 dérogations au repos dominical contre 9 en 2015 et 5 auparavant. Cette augmentation résulte de la loi du 6 août 2015, dite loi Macron.

Conformément à l'article L.3132-26 et R. 3132-21 du code du travail, l'arrêté municipal accordant une telle dérogation au repos dominical doit être pris après avis des organisations d'employeurs et de salariés intéressées et du Conseil Municipal. Au-delà de 5 dimanches concernés, la décision du Maire est prise après avis conforme de l'organe délibérant de l'EPCI dont la commune est membre.

Les demandes formulées, au titre de l'année 2017, sont les suivantes :

- La Chambre de Commerce et d'Industrie Seine Estuaire suite à une consultation faite sur l'ensemble de la CODAH auprès des enseignes Auchan Grand Cap (Le Havre), Auchan La Lézarde (Montivilliers), Leclerc Océane (Gonfreville l'Orcher), Eudier (Le Havre) ; des galeries marchandes Grand Cap (Le Havre), La Lézarde (Montivilliers), L'espace Coty (Le Havre, Océane (Gonfreville l'Orcher) ; et des Unions Commerciales Centre-Halles (Le Havre), Georges V-Palais de justice (Le Havre), Thiers Coty (Le Havre) et Cœur de vie (Montivilliers), sollicite l'autorisation du maire afin d'ouvrir exceptionnellement en 2017 les :
 - 15 janvier (soldes hiver)
 - 28 mai (fête des mères)
 - 2 et 9 juillet (soldes été)
 - 8 octobre (journée de clôture des festivités liées aux 500 ans du Havre)
 - 26 novembre, 3, 10, 17, 24 et 31 décembres (fêtes de fin d'année) ;
- L'enseigne de surgelés « Picard », souhaite également obtenir cette autorisation pour 4 dimanches pendant les fêtes de fin d'année, soit les dimanches 10, 17, 24 et 31 décembre 2017 ;
- L'enseigne « Darty », souhaite quant à elle obtenir l'autorisation du maire pour ouvrir 5 dimanches pendant les fêtes de fin d'année et les soldes, prioritairement le 15 janvier, le 3, 10, 17, 24 décembre 2017 et éventuellement le 22 janvier, les 2 et 9 juillet, le 3 et 10 septembre, le 26 novembre ;
- Le Conseil National des Professions de l'Automobile (CNPA), souhaite aussi obtenir cette autorisation sur 5 dimanches pour l'organisation de portes ouvertes, soit le 15 janvier, le 12 mars, 11 juin, le 17 septembre et le 15 octobre.

Consultés par courrier du 8 novembre 2016, les organisations syndicales d'employeurs et de salariés intéressées, les syndicats CFDT, CGT et CFTC n'ont pas répondu. La FHE (Fédération des Enseignes de l'Habillement) a donné un avis favorable, les syndicats FO et CF-CGC ont donné un avis défavorable ainsi que la FDCF (Fédération Nationale des détaillants en chaussures de France).

Le Conseil Communautaire de la CODAH du 17 novembre 2016 a émis un avis favorable suite au courrier de saisine envoyé par M. le Maire le 17 octobre 2016.

Toutefois, le maire n'est pas lié par leur avis, qu'il soit favorable ou défavorable, ou leur absence d'avis. Il dispose d'un entier pouvoir d'appréciation pour appliquer cette dérogation.

Pour l'année 2017, il est proposé de donner des dérogations municipales au repos dominical aux 9 dates suivantes, privilégiant ainsi les soldes et les fêtes de fin d'année :

- 15 janvier (soldes hiver)
- 2 et 9 juillet (soldes été)
- 26 novembre et 3, 10, 17, 24 et 31 décembre (fêtes de fin d'année)

Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code du travail, notamment ses articles L.3132-25, L.3132-26 et 27, R.3132-21 et D.310-15-2

VU la loi n° 2015-990 du 6 août 2015, et notamment son article 257

VU la consultation des Organisations Syndicales d'employeurs et de salariés présentées par des commerçant et les Syndicats F.O., C.F.D.T., C.G.T, C.F.T.C et CF-CGC en date du 8 novembre 2016

VU l'avis favorable du Conseil Communautaire de la CODAH du 17 novembre 2016

CONSIDERANT

- que la loi du 6 août 2015 donne la possibilité aux communes d'autoriser jusqu'à 12 ouvertures dominicales dans les commerces de détail où le repos hebdomadaire a lieu le dimanche ;
- que l'arrêté municipal accordant telle dérogation au repos dominical doit être pris après avis des organisations d'employeurs et de salariés intéressées ; après avis du Conseil Municipal et après avis de l'EPCI dont la commune est membre au-delà de 5 dimanches concernés ;
- que les dates retenues correspondent aux demandes des commerçants suite à la consultation faite la Chambre de Commerces et d'Industrie de l'Estuaire

Sa commission municipale développement économique, réunie le 23 novembre 2016, consultée ;

VU le rapport de M. le Maire,

Après en avoir délibéré,

DECIDE

- **d'émettre un avis favorable** sur les dérogations au principe de repos dominical des salariés aux 9 dates proposées

Le Conseil Municipal adopte le rapport présenté ci-dessus par 25 Voix Pour et 7 Contre (Fabienne MALANDAIN, Martine LESAUVAGE, Nada AFIOUNI, Jérôme DUBOST, Nordine HASSINI, Gilles BELLIERE, Aurélien LECACHEUR).

Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.

Pour extrait conforme au registre dûment signé.



Le Maire,